

À l'étranger, les observateurs bien informés constatent que les Canadiens se sont placés dans une situation encore plus précaire que dans le passé. Ils s'étonnent et s'impatientent surtout, car ils savent que le Canada compte parmi les pays du monde traitant le mieux leurs citoyens et citoyennes et que, relativement parlant, il a bien peu d'excuses pour expliquer pourquoi il se retrouve dans un tel guêpier. Certains étrangers s'inquiètent et craignent qu'un des États les plus responsables du monde, et l'un de ceux qui a su le mieux (en dépit de toutes ses lacunes) appliquer un pluralisme tolérant dans un monde ayant besoin de modèles comme lui beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a à peine un an, disparaisse, soit diminué, ou encore paralysé.

Aspect digne de mention, cependant, les principaux adversaires dans le débat canadien n'ont pas fait des enjeux internationaux une dimension *clef* de leurs arguments. Certes, ceux et celles qui s'attaquent avec le plus de virulence aux structures canadiennes ne critiquent pas beaucoup la politique étrangère du pays. Ils sont obligés d'admettre, avec la majorité des citoyens et citoyennes, que les intérêts et les valeurs leur tenant à coeur ont, dans l'ensemble, été bien servis sur la scène internationale au cours du dernier demi-siècle, soit depuis que le Canada a acquis son autonomie au sein de la collectivité des nations.<sup>4</sup> D'un autre côté, les avocats du fédéralisme canadien (plus ou moins renouvelé) semblent penser, de concert avec la plupart des politicologues et «façonneurs» traditionnels d'opinion, que les questions internationales n'importent pas autant aux yeux des électeurs et des citoyens que les préoccupations économiques influant sur le quotidien aux niveaux local et national. Par conséquent, les fédéralistes n'ont pas mis l'accent sur les réalisations honorables et dignes de mention du Canada à l'échelle mondiale, car ils pensaient sans doute qu'elles ne pèsent pas beaucoup comme éléments de persuasion dans le débat mené au pays.

Dans un monde de plus en plus interdépendant dont le Canada fait partie, il n'est pas possible cependant de régler au niveau local ou national les problèmes «de base» intéressant l'économie et le bien-être social. Il est vrai que la plupart des citoyens et citoyennes éprouvent de la frustration face à la difficulté qu'ils ont à influencer, voire à comprendre à fond, les forces économiques globales qui façonnent leur vie; au Canada comme ailleurs, les revendications épisodiques de groupes nationaux, régionaux, ethniques ou locaux traduisent en partie la tendance spontanée à résister à cette intégration, ou à essayer de la compenser.